

■ **Danielle Schweisguth**

Japon : faille dans la confiance*

Le 11 mars 2011, un tremblement de terre d'une très grande intensité s'est produit au large des côtes nord-est du Japon, déclenchant un tsunami ravageur et un accident nucléaire. La puissance du séisme, de magnitude 9, a libéré une quantité d'énergie cinquante fois supérieure à celle de du tremblement de terre de Kobé, qui avait emporté 6 434 vies humaines le 17 janvier 1995. Cette fois, le dernier bilan fait état de plus de 27 000 morts ou disparus, auxquels s'ajoutent quelques 450 000 sans abris. La zone touchée par le séisme représente 4 % du PIB japonais. Le séisme et le tsunami ont déclenché un accident nucléaire à la centrale de Fukushima Daiichi, donnant lieu à des fuites radioactives dans l'atmosphère et dans l'océan pacifique. Un nouveau séisme de magnitude 7,4 a eu lieu le 7 avril, entraînant de nouvelles coupures de courant mais pas de raz-de-marée.

À la suite de ces catastrophes en série, nous estimons que le PIB japonais pourrait être amputé de 1,6 point, ce qui ramènerait la croissance à +0,2 % en 2011. Le PIB reculerait de 0,2 % au premier trimestre 2011 puis de 0,7 % au deuxième trimestre. À partir du troisième trimestre, les dépenses liées à la reconstruction prendraient le dessus et le PIB progresserait de 0,5 % et 1,3 % aux troisième et quatrième trimestres. Les dépenses de reconstruction s'étaleraient sur au moins trois ans et gonfleraient le PIB japonais de près de 1,5 point de PIB en 2012, portant la croissance à 2,8 % l'an prochain.

Destruction de capacités, rupture des chaînes d'approvisionnement et coupures de courant

Rappelons que le PIB qui mesure l'activité économique ne tient pas compte des dégâts matériels et des destructions de capital, qui ont un impact sur les capacités de production et directement sur le bien-être. Le PIB n'est que la somme des valeurs ajoutées produites dans chaque secteur de l'économie. Les comptes de patrimoine prennent quant à eux en compte les destructions de capital productif. Mais la comptabilité nationale ne mesure ni les dégâts écologiques, ni les conséquences en termes de santé publique, ni bien sûr la souffrance et l'anxiété du peuple japonais.

Selon une note des services du premier ministre nippon, le séisme et le tsunami auraient détruit entre 0,75 et 1,25 % du stock de capital physique, ce qui se traduit par une diminution du PIB potentiel de 0,25 à 0,5 point par an, sous l'hypothèse de non substituabilité des équipements détruits. Les secteurs les plus touchés sont ceux des composants de haute technologie, pour lesquels les entreprises japonaises produisent 70 % du marché mondial dans au moins trente secteurs technologiques et où l'on observe déjà une flambée des prix.

* Ce texte intègre les informations disponibles au 12 avril 2011.

À cet effet s'ajoute celui lié aux ruptures de la chaîne d'approvisionnement qui découlent des destructions de capacités de production en amont ou des problèmes logistiques bloquant l'acheminement des composants. Une pénurie de pièces détachées peut entraîner un arrêt total de la production, comme on l'a constaté dans l'industrie automobile qui fonctionne à flux tendus. Dans le cas de l'électronique, les usines d'assemblage disposeraient de deux à trois mois de stocks de consommations intermédiaires, leur permettant de maintenir temporairement la production et de réfléchir à des solutions alternatives en cas de rupture plus longue de leur approvisionnement. Sur la base des tableaux entrées-sorties régionaux, le gouvernement japonais estime à 0,05 point de PIB l'impact indirect lié à la baisse de la production dans les secteurs situés en amont des chaînes d'approvisionnement dans les zones sinistrées. Cette estimation ne prend pas en compte les éventuels blocages complets de la production qui majoreraient cet impact, ni les possibles hausses de production dans les zones non affectées par le sinistre qui le minoreraient. Nous avons estimé à 0,12 point de PIB annuel l'impact d'un arrêt total de la production dans le secteur des équipements de transport (qui englobe l'automobile) pendant une durée de quinze jours sur tout le territoire.

On peut aussi évaluer les conséquences économiques des coupures de courant qui sont le fait de la compagnie Tepco (Tokyo Electric Power Co.). Celle-ci qui gère la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi et alimente en électricité le Kanto (région de Tokyo). Cette région concentre 44,6 millions d'abonnés, soit un tiers de la population du Japon et 40 % du PIB japonais. Le séisme a provoqué l'arrêt automatique de quinze réacteurs nucléaires et endommagé des centrales thermiques fonctionnant au pétrole, au charbon ou au gaz naturel liquéfié. Sur la capacité totale installée de 77,7 gigawatts dont disposait Tepco, une capacité de 24,7 (32 % du total) a été affectée par le séisme et le raz-de-marée, dont 10,9 (14 % du total) ont été détruits ou sérieusement endommagés et ne pourront pas redémarrer avant plusieurs années. Les coupures de courant mises en place après le séisme ont pris fin le 28 mars grâce à la clémence des températures du mois d'avril, mais le pic de consommation électrique a lieu en été au Japon à cause de l'utilisation de l'air conditionné. Or Tepco estime à 46,5 gigawatts l'offre disponible pour l'été 2011 et la demande pourrait excéder ce montant dès le mois de juin (la demande moyenne est comprise entre 55 et 60 gigawatts en été). Une étude de Nomura indique qu'une baisse de 25 % de la production d'électricité réduit la production dans le secteur manufacturier de 2,5 % et de 5 % dans le reste de l'économie, avec un impact plus important estimé à 10 % pour les services de « finance et assurance » et « d'information et de télécommunication ». Sur cette base, Nomura a estimé que l'impact sur le PIB atteindrait 0,3 % si le courant était rétabli à la fin du mois d'avril. Le gouvernement prépare un train de mesures pour contenir la demande d'électricité cet été, afin d'éviter d'avoir de nouveau recours aux coupures tournantes. Certains gros consommateurs ont pris les devants dès le début de la crise : limitation de l'éclairage dans les trains et les tunnels par exemple. D'autres préparent des fermetures plus longues cet été, du travail en horaires décalés ou le week-end.

Scénario macro-économique

Si l'on décompose le PIB en catégories de la demande, l'impact immédiat de la catastrophe est une baisse des stocks qui amputerait la croissance de respectivement 0,2 et 0,4 point de PIB aux premier et deuxième trimestres 2011. Mais cet impact ne serait que temporaire avec une reconstitution des stocks qui démarrerait au quatrième trimestre 2011. Au total, la contribution des stocks à la croissance serait nulle en 2011 et positive en 2012

(0,4 point). La composante qui pèserait le plus sur l'activité en 2011 est la consommation des ménages (-0,6 point de PIB en contribution à la croissance) pénalisée par une baisse de revenu (diminution de l'emploi et des heures travaillées) qui ne serait pas compensée par une baisse du taux d'épargne. Au contraire, on constate que les Japonais vivant en dehors des zones sinistrées réduisent leur consommation par solidarité avec leurs compatriotes. La consommation des ménages repartirait doucement en 2012 et contribuerait à hauteur de 0,4 point à la croissance. On s'attend également à une baisse du commerce extérieur à cause des problèmes logistiques. Cette baisse toucherait à la fois les exportations et les importations limitant l'impact global sur le PIB à -0,2 point en 2011. Enfin, et paradoxalement, l'investissement logement pourrait baisser dans les mois qui suivent la catastrophe car les efforts de reconstruction ne pourront commencer qu'après le nettoyage des sites dévastés (c'est ce que l'on a observé après le tremblement de terre de Kobé). Sa contribution au PIB serait donc nulle en 2011 et légèrement positive en 2012 (+0,2 point). Les composantes qui viendraient soutenir la demande sont les dépenses publiques d'investissement et de consommation, qui devraient contribuer à une hausse du PIB de 0,4 point en 2011 et 0,9 en 2012.

Globalement, l'économie japonaise se contracterait de 0,7 % au deuxième trimestre 2011, avant de repartir dès le troisième trimestre sous l'impulsion de la dépense publique, mais aussi d'une reprise de l'investissement privé et du commerce extérieur, sous l'hypothèse d'une amélioration des conditions de transport. Un dernier élément qui pourrait peser sur la croissance est la hausse du yen, consécutive à l'anticipation par les marchés d'un rapatriement de l'épargne japonaise placée à l'étranger pour faire face aux besoins financiers de reconstruction. Le renchérissement de la monnaie nippone est un argument supplémentaire qui pourrait conduire les industriels à délocaliser une partie de leur production au lieu de reconstruire intégralement au Japon. Mais l'envolée de la monnaie nippone est un phénomène de court terme qui a d'ailleurs été contré efficacement par l'annonce d'une intervention coordonnée des banques centrales des pays du G7 le 18 mars. À moyen terme, le choc récessif couplé des perspectives de hausse des taux d'intérêt en Europe et aux États-Unis devraient se traduire par une dépréciation du yen.

La prévision de croissance pour le Japon serait de 0,2 % en 2011 (contre 1,8 % prévus avant la catastrophe) et de 2,9 % en 2012 (au lieu de 1,7 %). Les conséquences à plus long terme ne sont pas encore quantifiables, mais on peut d'ores et déjà anticiper quelques tendances. Il y aura certainement une modification des choix énergétiques au Japon qui pourra se révéler très coûteuse. On peut aussi s'attendre à un changement dans l'attitude des consommateurs : certains produits (poissons, légumes, lait et même eau du robinet) pourraient ne plus être consommés pour cause de suspicion de radioactivité ou de radioactivité avérée.

Japon : résumé des prévisions

Variations par rapport à la période précédente, en %

	2010				2011				2012				2009	2010	2011	2012
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4				
PIB	1,5	0,5	0,8	-0,3	-0,2	-0,7	0,5	1,3	0,8	0,8	0,6	0,6	-6,3	4,2	0,2	2,9
PIB par tête	1,5	0,6	0,8	-0,2	-0,2	-0,7	0,5	1,3	0,8	0,8	0,6	0,6	-6,2	4,1	0,2	3,0
Consommation des ménages	0,5	0,0	0,9	-0,7	-0,3	-0,9	0,1	0,1	0,3	0,3	0,3	0,3	-2,0	1,9	-1,0	0,8
Consommation publique	-0,3	1,1	0,3	0,2	0,3	1,5	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	3,0	2,2	2,6	2,5
FBCF totale <i>dont</i>	0,3	1,0	0,8	-0,2	0,2	0,5	1,6	2,3	2,1	2,1	1,1	1,1	-11,6	0,1	2,6	7,3
Productive privée	0,7	2,9	1,5	0,9	0,5	0,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	-16,7	2,6	4,2	5,9
Logement	1,6	-0,3	1,8	3,0	0,5	-3,0	-3,0	3,0	4,0	4,0	2,0	2,0	-13,7	-6,5	0,5	8,7
Publique	-1,4	-4,1	-2,1	-5,8	-1,0	3,0	5,0	5,0	3,0	3,0	-1,0	-1,0	11,0	-3,4	-1,6	11,8
Exportations de biens et services	6,6	5,3	1,5	-0,7	1,0	-2,0	1,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	-24,2	24,2	2,0	6,7
Importations de biens et services	3,0	4,0	2,9	-0,1	1,0	-1,0	4,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	-15,4	9,8	5,1	8,5
Variations de stocks, en points de PIB	-0,4	-0,5	-0,3	0,0	-0,2	-0,6	-0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	-0,8	-0,3	-0,2	0,2
<i>Contributions</i>																
Demande intérieure hors stocks	0,3	0,4	0,7	-0,4	-0,1	-0,1	0,6	0,6	0,7	0,7	0,5	0,5	-3,1	1,5	0,4	2,4
Variations de stocks	0,6	-0,1	0,2	0,3	-0,2	-0,4	0,2	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	-1,3	0,5	0,0	0,4
Commerce extérieur	0,6	0,4	-0,1	-0,1	0,0	-0,2	-0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-2,2	2,2	-0,2	0,1
Prix à la consommation*	-1,1	-0,9	-0,8	0,1	0,0	0,1	0,0	-0,6	-0,6	-0,5	-0,3	-0,2	-1,3	-0,7	-0,1	-0,4
Taux de chômage, au sens du BIT	5,1	5,1	5,0	5,0	5,1	5,4	5,5	5,5	5,5	5,4	5,3	5,1	5,1	5,1	5,4	5,3
Solde courant, en points de PIB	3,9	3,2	3,7	3,5	3,6	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	2,8	3,5	3,3	3,2
Solde public, en points de PIB													-9,5	-7,8	-8,1	-9,0
Impulsion budgétaire													4,3	-0,4	-0,3	1,5
PIB zone euro	0,4	1,0	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	-4,0	1,7	1,4	1,5

* Pour les trimestres, glissement annuel. Pour les années, moyenne annuelle.

Sources : Economic and Social Research Institute, Cabinet Office ; Ministry of Public Management, Home Affairs, Posts and Telecommunications ; Ministry of Health, Labor and Welfare ; prévision OFCE avril 2011.